

À la vaine agitation climatique, préférer le calme et l'action

L'invité

Christophe Reymond

Directeur
du Centre Patronal



Les étudiants défilent «pour le climat» (un peu moins à l'orée des examens ou des vacances, mais on se retrouvera fin août). Les conseils communaux de nos bourgades adoptent des «plans de lutte contre le réchauffement». Les partis politiques dont ce n'était pas le fonds de commerce teintent leur programme de vert. Les entreprises s'empressent de communiquer sur leur dernière filière de tri des déchets, leur pose de panneaux solaires ou leur toit végétalisé.

Les changements climatiques sont désormais politisés, récupérés, instrumentalisés. Ils sont pour beaucoup le prétexte à un interventionnisme étatique sans mesure, parfois même à un anti-humanisme inquiétant de la part de certains écologistes. Dans le tintamarre des manifs, l'idée est solidement ancrée que la Suisse serait au mieux «en retard», au pire inactive. Pourtant, bien des choses sont mises en œuvre sur le terrain, et même depuis longtemps.

Ensuite de plusieurs conférences internationales, différents «protocoles» successifs visant à réduire les émissions ont été adoptés. La Suisse a été l'un des rares États à avoir tenu les engagements qu'elle avait pris à Kyoto. Dans le cadre de l'Accord de Paris, elle s'est obligée à une diminution de 50% par rapport à la situation de 1990. C'est considérablement plus que l'UE (40%), la Russie (30%) ou le Canada (18%).

Depuis vingt ans, les réductions des émissions sont constantes dans notre pays qui reste, en tonnes d'équivalent

CO₂ par habitant, en dessous de la moyenne mondiale. On doit noter l'efficacité de notre économie, qui utilise 40% d'énergie en moins que l'Allemagne et 60% en moins que les États-Unis, par franc de PIB. Entre 1990 et 2016, les émissions ont baissé de 16% dans l'industrie, de 23% dans les bâtiments.

Pour atteindre ces résultats, des efforts de tous ordres ont été déployés. Des milliers d'entreprises ont conclu des conventions d'objectifs avec l'Agence de l'énergie pour l'économie. Financièrement, chacun s'acquitte d'une taxe sur les carburants fossiles de 96 francs par tonne de CO₂, la plus chère du monde, Suède exceptée. On récolte à ce titre 1,2 milliard de francs par année, destinés entre autres à l'assainissement des bâtiments.

«Loin des reproches d'inactivité, la Suisse apporte depuis des années sa contribution à la limitation des émissions»

Des mesures nombreuses sont mises en œuvre, et l'on doit être heureux de constater qu'elles portent leurs fruits, même si la Suisse ne sauvera pas la planète à elle seule. Elle ne représente en effet que 0,1% du total des émissions de CO₂. Voilà qui plaide pour des actions et des investissements au meilleur rapport entre le coût et l'efficacité, y compris au-delà de nos frontières.

La phase actuelle d'alarmisme produit ce résultat que l'on panique et l'on manifeste. On a le droit de lui préférer une autre attitude, que l'on pratique depuis des années: on se calme et on agit.